

Étude de la DEPF

Les leviers à activer pour une nouvelle feuille de route agricole

Un tournant majeur a été opéré par le secteur agricole marocain en 2008 avec le lancement du Plan Maroc vert (PMV). Mais l'arrivée à échéance du PMV en 2020 soulève la question de la consolidation des acquis jusque-là enregistrés. Dans une étude spéciale consacrée au secteur, la DEPF formule toute une série de pistes à explorer afin d'aboutir à une nouvelle feuille de route agricole.

La Direction des études et des prévisions financières (DEPF) apporte sa contribution au processus de réflexion autour de la conception d'une nouvelle stratégie agricole. Dans une étude spéciale consacrée au secteur intitulée «Le secteur agricole marocain : tendances structurelles, enjeux et perspectives de développement», la DEPF formule toute une série de pistes à explorer afin d'aboutir à une nouvelle feuille de route agricole «davantage adaptée aux nouvelles contraintes et aux enjeux émergents». Concrètement, les experts de cette Direction suggèrent de favoriser l'intégration industrielle du secteur agricole. Objectif : renforcer l'intégration du secteur agro-industriel avec son amont agricole. Pour la DEPF, la question se pose aujourd'hui avec acuité, et ce, dans l'optique de favoriser une meilleure valorisation de la production agricole. Pour y parvenir, «il serait primordial de veiller à la mise en œuvre des dispositions du contrat-programme du secteur agroalimentaire signé en 2017 et d'accélérer l'opérationnalisation des agropoles en tant que véritables vecteurs d'intégration de la chaîne de valeur agroalimentaire», recommande la DEPF.

En outre, une action vigoureuse devrait être déployée dans la redynamisation de l'agrégation agricole, notamment dans son volet contractuel, en œuvrant activement en faveur d'une meilleure adéquation entre l'offre agricole et la demande agro-industrielle, détaille la Direction, relevant du ministère de l'Économie et des finances. Résultat attendu : une maximisation des retombées de l'intégration en aval de la chaîne de valeur agroalimentaire. Ainsi, la priorité devrait, aux yeux des experts de la DEPF, être accordée aux filières à fort potentiel, dont la filière oléicole qui demeure «handicapée» par son tissu de transformation «largement traditionnel et informel». Ce



La DEPF suggère de favoriser l'intégration industrielle du secteur agricole.

qui prive le pays d'«importantes opportunités» à l'export. Autre recommandation : renforcement de la compétitivité des exportations agroalimentaires. Pour y arriver, l'étude préconise d'accorder une attention particulière à l'édification d'un réseau de plateformes d'exportations intégrées et multi-filières ciblant autant les marchés traditionnels de l'Europe et de l'Amérique du Nord que certains marchés émergents à fort potentiel dont ceux de l'Afrique et de la Russie. «Le relèvement du défi de la compétitivité rendrait nécessaire de procéder à l'activation de l'agrégation autour des grands opérateurs agroindustriels aptes à relever les pressions concurrentielles qui caractérisent ce secteur et d'accélérer la mise en œuvre de la réforme des marchés de gros et des abattoirs», développent les auteurs de l'étude.

Enfin, l'optimisation de la fiscalité agricole pourrait constituer un levier pertinent pour renforcer les marges de manœuvre budgétaires des pouvoirs publics et soutenir l'effort public en faveur des investissements dans le secteur agricole. Rappelons que l'investissement public global a quasiment triplé entre 2008, et 2017, passant de près de 3,5 à 9,5 milliards de dirhams. ■

Selon la DEPF, une action vigoureuse devrait être déployée dans la redynamisation de l'agrégation agricole.

Ilham Lamrani Amine